

La France consacre davantage d'argent que ses voisins aux hôpitaux mais les personnels soignants y sont moins bien payés.

La suradministration et les 35 heures y sont pour beaucoup

# « Ségur de la santé »: à l'hôpital, un agent sur trois ne soigne personne

## Maladie chronique

Le « Ségur de la santé » a débuté lundi avec la présentation par Edouard Philippe et Olivier Véran de la feuille de route et de la méthode de concertation qui doit mener à une « rénovation en profondeur » de l'hôpital d'ici la mi-juillet. Le Premier ministre a promis des changements dans le « quotidien » des hospitaliers et une hausse « significative » de leurs salaires ; il a assuré que la question du temps de travail ne serait pas « taboue ». Chargée de la coordination des travaux, Nicole Notat a la lourde tâche de mettre d'accord représentants syndicaux, associatifs et professionnels.

Raphaël Legendre

LES NÉGOCIATIONS ENTAMÉES LUNDI au ministère de la Santé doivent déboucher d'ici mi-juillet sur un grand plan de « rénovation en profondeur de l'hôpital », comme indiqué par Edouard Philippe en introduction de la visioconférence. Au menu des discussions avec les partenaires sociaux, la revalorisation des salaires et des carrières à l'hôpital public et en Ehpad, la hausse des investissements, davantage de souplesse dans l'organisation et les statuts, et la question de la territorialisation. Mais pour traiter efficacement le patient, la première étape est de mettre la main sur les maux qui le rongent depuis vingt ans. Pas de bon traitement sans bon diagnostic.

Cela veut dire battre en brèche certaines idées reçues, comme le manque de moyens annoncé régulièrement par le personnel hospitalier. Dans une note à paraître sur les dépenses publiques hospitalières en France et en Europe, dont l'Opinion a pu prendre connaissance, le spécialiste des finances publiques François Ecalle (fipeco.fr) rappelle que la France n'a jamais manqué de moyens pour son hôpital.

**Champion d'Europe.** Rapportées à la création de richesse nationale (PIB), « les dépenses publiques hospitalières de la France (...) représentent 4,1% du PIB en 2017 et se situait au deuxième rang en Europe, derrière celles du Danemark (4,2%) et à égalité avec celles de la Suède », indique cette note. Ces 4,1% du PIB représentent 94 milliards d'euros. A titre de comparai-

son, l'Allemagne et des Pays-Bas sont à 3,1 points de PIB, et la Belgique est même à 2,7%.

L'hôpital manquerait de personnel ? La France est le pays où la part des personnels hospitaliers dans l'emploi total est la plus élevée d'Europe, avec 4,8% de l'emploi total en 2017. Un niveau « nettement au-dessus des grands pays comparables », souligne François Ecalle. Pourtant, l'hôpital français est au bord de l'explosion. Pourquoi ?

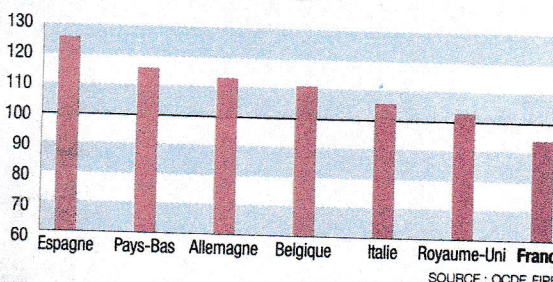
D'abord parce que plus du tiers de ces effectifs hospitaliers (34%) est constitué des agents administratifs, techniques ou de service. Du personnel non-soignant, donc. Ce ratio ne dépasse pas 24% en Espagne, 25% en Allemagne et 26% en Italie. Conséquence de cette suradministration : « L'hôpital français est devenu l'un des plus normés du monde depuis vingt ans », regrette Martin Hirsch lundi dans *Les Echos*. Le patron de l'AP-HP dénonce un « carcan administratif » qui « s'est accru » et entretient aujourd'hui un « clivage entre pouvoirs administratif et médical » au sein de l'hôpital.

Ce poids excessif de l'administration, ce qu'Emmanuel Macron a appelé « l'Etat profond », a éclaté en plein jour durant la crise dans plusieurs autres domaines, entraînant par exemple des blocages de masques aux frontières ou le ralentissement du déploiement de la formation professionnelle durant le chômage partiel, quand l'urgence de la crise réclamait vélocité et adaptabilité. L'hôpital n'échappe pas à la règle.

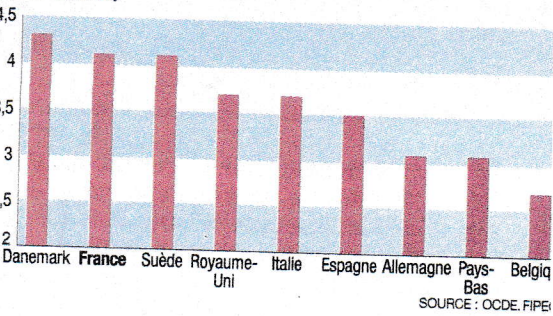
**Shadok.** Ensuite parce que le personnel soignant est mal rémunéré. La surreprésentation du personnel administratif et technique a un coût, financé au détriment du personnel soignant. En dépit d'une enveloppe globale de fonctionnement des hôpitaux parmi les plus élevés d'Europe, un infirmier touche 6% de moins que le salaire moyen en France, quand le même infirmier touche 10% de plus en Espagne, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique.

C'est aussi le cas pour des médecins spécialistes dont le salaire moyen était en 2015 de 2,2 fois le salaire moyen de l'économie française ; à poste équivalent, les médecins spécialistes de la plupart des autres grands pays sont, eux, payés 3,5 fois le salaire moyen, comme en Allemagne par exemple. « La France était le seul des grands pays européens comparables où le

Le salaire des infirmiers (en % du salaire moyen en 2015)



Les dépenses publiques hospitalières en 2017 (en % du PIB)



le salaire moyen des infirmiers était inférieur au salaire moyen dans l'ensemble de l'économie en 2015 », souligne François Ecalle, qui ajoute non sans ironie qu'au regard de ses ressources, « la France faisait donc un effort plus important que les autres pays européens pour financer ses hôpitaux en 2017, notamment un nombre élevé d'emplois hospitaliers et plus particulièrement d'agents techniques et administratifs, bien que les personnels soignants y semblaient moins bien payés ». Bienvenue chez les Shadoks.

Enfin, le diagnostic des maux de l'hôpital ne serait pas complet sans un inventaire du mal causé par les 35 heures. Martin Hirsch en sait quelque chose, lui qui était en 1997 le directeur de cabinet de Bernard Kouchner à la Santé et le conseiller santé de Martine Aubry au ministère de l'Emploi et de la Solidarité... Près d'un quart de siècle plus tard, son diagnostic est sans appel. « Soyons clairs, les 35 heures se sont faites au détriment de la rémunération au cours des quinze dernières années », rappelle-t-il dans *Les Echos*. Place au traitement.